

# PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

## DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau des affaires foncières et immobilières  
Melle CHIRON/TL Tél. : 41.81.82.64

Arrêté D3-95 n° 361

Syndicat interdépartemental d'alimentation  
en eau potable des Mauges et de la Gâtine

### Projet Saint Maur

Renforcement de la production d'eau et  
sécurité de l'approvisionnement sur le territoire  
des communes de : Le Thoureil, Saint Rémy-la-Varenne,  
Saint Georges-des-Sept-Voies, Chemellier, Grézillé,  
Saulgé l'Hôpital, Luigné, Chavagnes-les-Eaux, Martigné-Briand,  
Faveraye-Machelles, Montilliers, Vihiers.

- Autorisation de création d'un site d'alimentation en eau  
potable à Saint-Maur (commune du Thoureil)
- Déclaration d'utilité publique des travaux de  
prélèvement et de ses périmètres de protection

### ARRETE

Le préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code rural ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition  
des eaux et à la lutte contre leur pollution ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature,  
ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la loi n° 83-630 du 18 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes  
publiques et à la protection de l'environnement, ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, ensemble les règlements pris pour son  
application ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*

Vu le décret n° 58-184 du 6 novembre 1958 portant réglementation d'administration publique pour la détermination des dispositions techniques applicables dans les parties submersibles de la vallée de la Loire ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la délibération du comité syndical interdépartemental d'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine du 16 mars 1994 décidant la réalisation du projet Saint-Maur ;

Vu les avis favorables des services consultés ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-94 n° 801 du 24 octobre 1994, prescrivant, conformément à la réglementation en vigueur, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de ses périmètres de protection ;

Vu l'avis de la commission d'enquête du 23 janvier 1995 ;

Vu la délibération du Syndicat interdépartemental d'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine du 13 février 1995 ;

Vu l'avis du sous-préfet de Saumur du 7 mars 1995 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 4 mai 1995 ;

Vu les pièces du dossier ;

Sur la proposition du secrétaire général ;

a r r ê t e :

Art. 1er. - Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux de prélèvement par le Syndicat interdépartemental d'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine, sur l'Île Saint Maur, sur le territoire de la commune du Thoureil, décrits ci-après.

Art. 2.- Sont instaurés et déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat interdépartemental d'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine (S.I.D.A.E.P.M.G.) les périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné définis à l'article 8. ~

Art. 3. - Est autorisée l'utilisation par le S.I.D.A.E.P.M.G. de l'eau prélevée et traitée selon les modalités ci-après et destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues ci-dessous.

Art. 4.- Le S.I.D.A.E.P.M.G. est autorisé à rejeter les eaux épurées de lavage des filtres, après traitement, dans la Loire en aval du champ captant dit de l'Île Saint Maur.

.../...

## Dispositions relatives à l'autorisation de prélèvement des eaux

Rubriques concernées dans la nomenclature du décret n° 93-743 : .....

2.2.1. : Prélèvement en nappe d'accompagnement de la Loire. La capacité du prélèvement étant supérieure à 80 m<sup>3</sup>/h – Régime autorisation.

4.1.0. - 2° : Assèchement, imperméabilisation, remblais de zones humides. La zone asséchée étant supérieure à 2.000 m<sup>2</sup> mais inférieure à 10.000 m<sup>2</sup> – Régime déclaration.

Art. 5.- En première phase, la capacité de production du champ captant est fixée à un maximum de 800 m<sup>3</sup>/h, soit 16.000 m<sup>3</sup>/j.

Toute modification entraînant une augmentation du débit de prélèvement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Des compteurs débitométriques devront être installés sur les pompes, le gestionnaire adressera annuellement au service chargé de la police des eaux un bilan des prélèvements effectués dans l'année ainsi que les résultats obtenus par le suivi piézométrique.

Art. 6.- Les ouvrages de prélèvement devront être totalement enterrés.

La cote maximale de remblaiement au niveau des chemins d'accès ne devra pas modifier celle du terrain naturel.

Le périmètre immédiat du champ captant sera clôturé à l'aide d'une clôture à quatre fils barbelés superposés, avec poteaux en bois espacés de 5 m.

Art. 7.- Le S.I.D.A.E.P.M.G. est autorisé à assécher par remblaiement une zone humide sur une surface maximale de 5.000 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un chemin d'accès aux points de captage des eaux.

## Dispositions relatives aux mesures de protection attachées aux périmètres

Art. 8.- :

### 1 - Périmètre de protection immédiat

-le périmètre de protection immédiat comprend les parcelles cadastrales n° 42, 45 à 52, 77 à 79, 96, 97, 100.

-les terrains du périmètre immédiat seront acquis en pleine propriété par le S.I.D.A.E.P.M.G. avant mise en service du captage.

-ces terrains seront clôturés de façon efficace à la diligence et aux frais du Syndicat.

-toutes activités y sont interdites à l'exception de celles nécessaires pour l'entretien des terrains et des ouvrages d'exploitation.

-le pacage des animaux, le stockage des matériaux sont interdits ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires.

.../...

- le terrain sera tenu en bon état de propreté. Les haies existantes et les massifs boisés seront conservés. Le reste du périmètre sera maintenu en prairie naturelle, fauchée annuellement.
- les terrassements pour les voiries intérieures devront éviter de modifier le sol en place.
- les ouvrages de captage seront obturés par un couvercle en fonte fermé à clé et étanche pour éviter la pénétration des eaux en période de crue. L'extrémité de la prise d'air des forages débouchera à la cote minimale de 25 mètres.
- les forages présents sur le site seront conservés, obturés, et cadenassés, pour servir de piézomètres.

## 2 - Périmètre de protection rapproché

- le périmètre de protection rapproché comprendra les parcelles 1 à 6, 8 à 29, 31 à 34, 36 à 40, 43, 44, 53 à 60, 64 à 68, 74, 75, 82, 84, 86, 87, 91 à 95, 98 à 99, 101, 102 (Section AB).
- à l'intérieur de ce périmètre, les dispositions de la réglementation générale en vigueur devront être strictement respectées.
- le périmètre est soumis aux contraintes supplémentaires suivantes :

### 2-1- Activités interdites

- toute construction ou activité nouvelle, sauf les extensions d'habitations existantes et les bâtiments liés à l'exploitation de la station de traitement.
- tout établissement classé, tout dépôt de déchets même inertes, sauf ceux intéressant directement le fonctionnement des ouvrages autorisés.
- l'ouverture de carrière ou de caves.
- le creusement de puits ou de forages.
- le passage de canalisations d'hydrocarbures.

### 2-2- Contraintes sur les terrains agricoles

- sont interdits les déboisements des massifs forestiers (seuls sont autorisés l'entretien et le renouvellement);
- doivent être maintenues en prairies les parcelles situées sur l'Île Saint Maur.
- l'épandage de lisier est interdit.
- les apports d'engrais et produits phytosanitaires devront respecter les doses nécessaires pour les cultures.

-toutes dispositions devront être prises pour éviter l'érosion des sols et le lessivage des produits phytosanitaires.

-les fonds de cuve de produits phytosanitaires seront épandus sur les parcelles en culture.

-les écoulements des eaux de ruissellement du coteau et des eaux de lavage de la station de traitement seront canalisés jusqu'au fossé de la R.D. 132.

#### 2-3- Contraintes pour les habitations existantes

-les installations d'assainissement autonome devront être mises aux normes dans un délai de un an.

-les cuves de stockage d'hydrocarbures ainsi que les canalisations devront être étanches et doublées d'une cuve de rétention. Les cuves devront être vérifiées tous les 5 ans.

#### 2-4- Contraintes pour la route départementale 132

-maintien à 2 voies de la R.D. 132.

-interdiction de stationnement le long du périmètre immédiat.

-interdiction de circulation, sauf desserte locale et sauf conditions atmosphériques exceptionnelles, de véhicules transportant des produits toxiques ou des hydrocarbures sur la portion située à l'intérieure du périmètre de protection.

-mise en place d'un talus ou glissière de protection à l'intérieur du périmètre sur le côté situé entre la route et la plaine alluviale.

-étanchéification du fossé situé le long du coteau dont l'entretien sera réalisé régulièrement.

-création d'un fossé étanche pour collecter les eaux du coteau (y compris les eaux de lavage de la station de traitement), les eaux de la route RD 132. Ce fossé débouchera dans une canalisation étanche traversant la plaine alluviale en dehors du périmètre immédiat et aboutissant à la Loire en aval du champ captant. L'étanchéité de cette canalisation sera contrôlée tous les trois ans.

-interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires pour l'entretien de la route et des abords.

#### 3 - Périmètre de protection éloigné

-le périmètre de protection éloigné comprendra les parcelles :

69 à 72, 85, 88 à 90 (section AB)

20, 29, 30, 33, 34, 35, 36, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 133, 135, 136, 137,

138 (section ZB)

-ce périmètre correspond à une zone sensible (village de Saint Maur) dans lequel les dispositions de la réglementation générale devront être strictement observées.

.../...

- les habitations et établissements du village de Saint Maur devront être dotés de systèmes d'assainissement autonome ou collectif approuvés par le préfet dans un délai de trois ans.
- le stockage d'hydrocarbures ou produits toxiques devra être conforme aux normes réglementaires en zone sensible et devra être déclaré au préfet.
- tout nouveau puits sera soumis à approbation préfectorale.
- les projets de construction ou d'aménagement ne seront autorisés que si le pétitionnaire peut prouver l'absence d'incidence sur les eaux souterraines. Un dossier sera transmis pour approbation au préfet.

### Dispositions relatives à l'autorisation d'utilisation de l'eau pour la consommation humaine

Art. 9.- Le S.I.D.A.E.P.M.G. est autorisé à utiliser l'eau des forages situés dans l'Île Saint Maur, commune du Thoureil, pour la distribution publique.

Le prélèvement en vue de la production d'eau potable sera effectué à l'aide de forages à drains rayonnants (P1 et P2). Le volume maximal prélevé sera de 800 m<sup>3</sup>/h, soit 16.000 m<sup>3</sup>/j.

La qualité de l'eau sera surveillée régulièrement par l'exploitant. La D.D.A.S.S. effectuera pour sa part le contrôle réglementaire, soit 2 analyses RP par an et par captage, aux frais de l'exploitant.

Art. 10.- La filière de traitement autorisée devra permettre en permanence le respect des normes de potabilité en vigueur. Le traitement sera le suivant :

- une pré-ozonation à 3 g/m<sup>3</sup> d'ozone,
- une injection de permanganate de potassium pour le traitement du manganèse,
- augmentation du pH par la soude,
- coagulation au chlorure ferrique,
- injection de charbon actif en poudre (traitement en cas de présence de phytosanitaires ou de pollution accidentelle),
- décantation,
- filtration sur sable,
- post-ozonation,
- stérilisation finale à l'eau de javel;

La bache de stockage des eaux traitées permettra en permanence un temps de contact minimal d'un quart d'heure entre l'eau et le chlore.

Les eaux de lavage des filtres seront traitées avant rejet afin de respecter la norme en MES de 30mg/l, soit un flux maximal de 20 kg MES/jour.

Les boues recueillies seront épaissies et évacuées vers un centre de traitement agréé ou en agriculture (sous réserve de l'approbation du plan d'épandage par le préfet). En cas de dysfonctionnement de la déshydratation mécanique, il existera sur place la possibilité d'un stockage des boues.

.../...

Les eaux traitées devront en permanence répondre aux normes de potabilisation en vigueur. Le programme minimal de contrôle des eaux avant distribution fixé par la D.D.A.S.S., en référence au décret du 3 janvier 1989 modifié, est de 2P2P, 1P3, 14 (P1 + Fe + Mn) par an et est à la charge de l'exploitant.

Des robinets seront installés pour permettre la prise d'échantillons sur l'eau de chaque captage individualisé et sur l'eau aux différents stades du traitement.

Art. 11.- La D.D.A.S.S. aura accès en permanence aux installations de traitement, même en l'absence de l'exploitant.

Elle sera tenue informée de tout incident, tout arrêt, ou modification du traitement.

Toute utilisation d'une eau autre que celle des forages décrite ci-dessus même temporaire sera soumise à une autorisation préfectorale.

De plus, les agents du service maritime et de navigation de Nantes et de la D.D.A.S.S. doivent avoir libre accès à tout moment aux installations du champ captant.

Art. 12.- Cette autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la date de la signature du présent arrêté. Passé ce délai, elle cessera de plein droit si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Pour son renouvellement, le permissionnaire devra six mois avant la date d'expiration en faire la demande par écrit au préfet en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Art. 13.- L'autorisation est accordée à titre nominatif précaire et révocable sans indemnité.

Si à quelque époque que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier, d'une manière temporaire ou définitive, l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait se prévaloir d'aucune indemnité.

L'autorisation peut être révoquée à la demande de l'ingénieur en chef du service maritime et de navigation de Nantes ainsi que le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, en cas de non exécution des prescriptions du présent arrêté.

Art. 14.- Les servitudes instituées dans les périmètres de protection doivent être reportées en annexe du plan d'occupation des sols de la commune du Thoureil, conformément aux dispositions de l'article L 126-1 et de l'annexe à l'article R 126-1 (§ 1- A, C "eau") du code de l'urbanisme.

.../...


Art. 15.- Le présent arrêté sera par les soins et à la charge du président du S.I.D.A.E.P. des Mauges et de la Gâtine :

- notifié, sous pli recommandé à chacun des propriétaires intéressés par les périmètres de protection ;
- publié à la conservation des hypothèques.

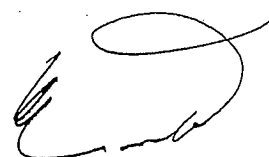
Art. 16.- Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saumur, l'ingénieur en chef et les agents du service maritime et de la navigation de Nantes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le président du S.I.D.A.E.P. Mauges et de la Gâtine et le maire du Thoureil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Angers, le 29 JUIN 1995

Pour Ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué,



M. F. ROCHARD



Bernard BOUCAULT







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Et DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau des affaires foncières et de l'urbanisme

Arrêté D3-2006 n° 4 8

**Syndicat Interdépartemental pour l'alimentation  
En eau potable des Mauges et de la Gâtine**

Exploitation de la station d'alimentation en eau potable  
de Saint Maur (commune du Thoureil)

**Modificatif de l'arrêté d'autorisation  
D3 95 n° 961 du 29 juin 1995**

ARRETE

**Le Préfet de Maine-et-Loire  
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de la santé publique nouvelle partie législative, chapitre 1<sup>er</sup> relatif aux eaux potables et notamment les articles L. 1321-1 et L.1321-2 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code rural, article 113 ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et à déclaration prévues par les articles L 214-1 à L 214-11 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté D3 95 n° 961 du 29 juin 1995 autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement par le Syndicat Interdépartemental pour l'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine, sur l'île Saint-Maur, sur le territoire de la commune du Thoureil ;

Vu la demande formulée le 22 décembre 2005 par le syndicat interdépartemental pour l'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 23 janvier 2006 ;

Considérant que l'unité de production d'eau potable et l'exploitation des ressources en eau associées de l'île Saint-Maur, commune du Thoureil, sont nécessaires à l'alimentation en eau potable du réseau desservi par le syndicat interdépartemental pour l'alimentation en eau potable des Mauges et de la Gâtine ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

.../...

## ARRÊTE :

**Art. 1 :** L'article 12 de l'arrêté du 29 juin 1995 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Cette autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de la signature du présent arrêté. Passé ce délai, elle cessera de plein droit si l'autorisation n'est pas renouvelée.

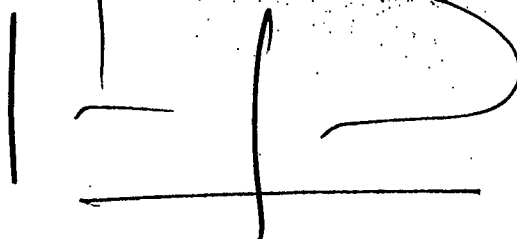
Pour son renouvellement, le permissionnaire devra six mois avant la date d'expiration en faire la demande par écrit au préfet en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée. »

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saumur, l'ingénieur en chef et les agents du service maritime et de la navigation de Nantes, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le président du S.I.D.A.E.P. des Mauges et de la Gâtine et le maire du Thoureil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Angers le

25 JAN 2006

Pour Le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line on the left, a horizontal line across the middle, and a large loop on the right.

Jean-Jacques CARON